

DECISION DCC 21-321 DU 10 DECEMBRE 2021

La Cour constitutionnelle,

Saisie par correspondance en date à Cotonou du 06 décembre 2021, enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 2155/380/REC-21 par laquelle, monsieur le Président de la République, sur le fondement des articles 117 et 121 de la Constitution, défère à la haute juridiction, pour contrôle de constitutionnalité, la loi n°2021-13 modifiant et complétant la loi n° 2002-07 du 24 août 2004 portant code des personnes et de la famille, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 octobre 2021 ;

VU la Constitution ;

VU la loi n°91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée le 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï madame C. Marie José de DRAVO ZINZINDOHOUE en son rapport et le représentant du Président de la République et celui de l'Assemblée nationale en leurs observations ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que monsieur Claude OLYMPIO, représentant le Président de la République fait observer que cette loi vise à réduire la discrimination dès la naissance en permettant que les enfants portent également le nom de leur mère et qu'elle fait suite à la décision DCC 21-268 rendue par la haute Juridiction le 21 octobre 2021 qui a déclaré les dispositions des articles 6 et 12, alors en

vigueur, du code des personnes et de la famille, contraires à la Constitution ; qu'il apparaissait donc logique que le parlement tire les conséquences découlant de cette décision en votant une loi pour modifier et remplacer les dispositions devenues inapplicables par l'effet de la décision ci-dessus visée ;

Vu les articles 57 alinéa 2, 117 alinéa 1, 121 de la Constitution et 20 de la loi organique sur la Cour constitutionnelle ;

Considérant que la requête de monsieur le Président de la République trouve son fondement dans les dispositions des articles 117, 121 de la Constitution et 20 de la loi n°91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée le 31 mai 2001 ; qu'en outre, la loi adoptée par l'Assemblée nationale le 21 octobre 2021 a été transmise au président de la République le 22 novembre 2021 ; que le président de la République a saisi la Cour constitutionnelle le 06 décembre 2021, soit dans le délai de quinze (15) jours prescrit par l'article 57 de la Constitution ; qu'il y a lieu de déclarer la requête recevable ;

Considérant que par décision DCC 21-268 du 21 octobre 2021 la Cour de céans a déclaré contraire à la Constitution les articles 6 et 12 de la loi n°2002-07 du 24 août 2004 portant code des personnes et de la famille ; qu'en usant des prérogatives que lui confère la Constitution, le législateur a tiré les conséquences de cette décision ;

Considérant que l'examen de la loi ainsi déférée révèle que toutes ses dispositions sont conformes à la Constitution ;

EN CONSEQUENCE,

Article 1^{er} : Dit que la requête de monsieur le Président de la République est recevable.

Article 2 : Dit qu'est conforme à la Constitution, en toutes ses dispositions, la loi n°2021-13 modifiant et complétant la loi n° 2002-07 du 24 août 2004 portant code des personnes et de la famille, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 octobre 2021.

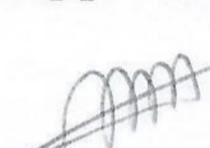
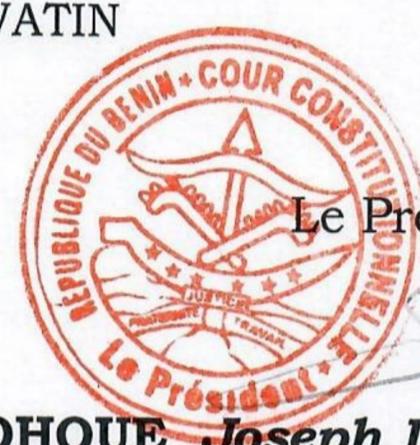
La présente décision sera notifiée à monsieur le Président de la République, à monsieur le Président de l'Assemblée nationale et publiée au Journal officiel de la République du Bénin.

Ont siégé à Cotonou, le dix décembre deux mille vingt-et-un,

Messieurs	Joseph	DJOGBENOU	Président
	Razaki	AMOUDA ISSIFOU	Vice-Président
Madame	Cécile Marie José	de DRAVO ZINZINDOHOUE	Membre
Messieurs	André	KATARY	Membre
	Fassassi	MOUSTAPHA	Membre
	Sylvain M.	NOUWATIN	Membre
	Rigobert A.	AZON	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

  **C. Marie José de DRAVO ZINZINDOHOUE Joseph DJOGBENOU.-**